

Meyer, John W. and Hannan, Michael T. *National Development and the World System : Educational, Economic, and Political Change, 1950-1970*, Chicago, The University of Chicago Press, 1979, 344 p.

Roger Dehem

Volume 11, numéro 2, 1980

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701058ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701058ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dehem, R. (1980). Compte rendu de [Meyer, John W. and Hannan, Michael T. *National Development and the World System : Educational, Economic, and Political Change, 1950-1970*, Chicago, The University of Chicago Press, 1979, 344 p.] *Études internationales*, 11(2), 347–347. <https://doi.org/10.7202/701058ar>

MEYER, John W. and HANNAN, Michael T. *National Development and the World System: Educational, Economic, and Political Change, 1950-1970* Chicago, The University of Chicago Press, 1979. 344p.

Cet ouvrage est un excellent échantillon d'une vaste littérature péri- et paraéconomique largement ignorée des économistes orthodoxes. Il s'agit, en fait, d'une version modernisée d'une paraéconomie qui s'est développée à la périphérie de la science économique proprement dite depuis les débuts du 19^e siècle. Actuellement, elle ressortit du domaine appelé macrosociologie.

L'économiste qui s'aventure sur ce terrain ne cesse de s'étonner de l'assurance avec laquelle les macrosociologues expliquent les phénomènes les plus importants vécus par l'humanité à l'aide de schémas ultra-simples. Ce qui déconcerte l'économiste habitué à l'examen approfondi de relations très complexes, et toujours circonspect dans ses conclusions, est la facilité avec laquelle les macrosociologues étayent des conclusions généralement opposées à celles des économistes, à partir de schémas quasi-axiomatiques. Le modèle logique auquel on se réfère le plus spontanément est celui dérivé de Marx. Il est le plus simple imaginable, puisqu'il est binaire. Il est donc le plus facilement assimilable, à la fois par les sociologues et par les auditoires de ces derniers.

Les sociologues ne peuvent, toutefois, ignorer Max Weber. La pensée de celui-ci est, sans autre justification, adaptée aux fins préconçues des auteurs. Alors que Weber avait mis en évidence le calvinisme économique comme facteur de rationalisation et de progrès économique, les auteurs transfèrent cette rationalité et cette finalité aux États modernes, pris comme totalités. De Marx, ce n'est pas la lutte des classes qui est retenue, mais l'impérialisme et les relations de domination internationale (p. 80).

Bien que l'ouvrage soit une collection d'essais apparemment très poussés sur plusieurs sujets jugés connexes, soit l'expansion et la réorganisation de l'éducation, la croissance économique, le pouvoir de l'État, les échanges internationaux, la tendance à la centralisation,

l'autorité dans les constitutions, et le rôle politique des femmes, il y a convergence dans l'éclairage des thèmes centraux. Ceux-ci sont, principalement : 1* que les États modernes ont le « développement » comme premier objectif ; 2* que le développement est d'autant plus rapide que l'État est plus fort ; 3* que la « dépendance » est un facteur négatif de développement. Cette trame de thèmes, posés comme hypothèses a priori, fait ensuite l'objet d'une tentative de vérification quasi-économétrique.

Bien que le tout ait une apparence très savante, l'économiste demeure perplexé. Les *a priori* ont été choisis d'une manière fort arbitraire ; ils correspondent à une doctrine à la fois hétérodoxe du point de vue des économistes classiques, et fort en vogue dans le tiers-monde. Ces *a priori* sont fort contestables, mais leur contestation serait une tâche fort ingrate, en raison des forces émotives en jeu.

Les auteurs se bornent à l'examen de la période 1950-1970. Ils utilisent des statistiques discutables d'un choix discutable de pays, relativement à des critères discutables de « dépendance », de « force de l'État », de « développement », etc.

Le thème central est que des États « forts » sont nécessaires pour « mobiliser » les ressources nationales, en vue du « développement ». Cette mobilisation serait handicapée par des liens de « dépendance » (assistance, investissements étrangers). La démocratie (État faible) serait un luxe que seuls les pays développés pourraient se permettre.

Que le « développement » soit l'alibi de tous les gouvernements du tiers-monde actuellement, que l'asservissement des masses y soit généralement mieux réalisé que jamais, que l'autarcie y soit la politique générale, à quelques exceptions brillantes près (Corée du Sud, Taiwan, Singapour, Côte-d'Ivoire), atteste bien que « La route de la servitude » (Hayek) n'a plus besoin d'être prêchée. Il serait temps que les macrosociologues fassent le bilan objectif de ses résultats, et qu'ils s'engagent dans une voie plus féconde, à partir d'analyses micro-sociologiques et économiques.

Roger DEHEM
Département d'économique,
Université Laval